

de la situation actuelle sont : les grandes quantités de blé invendu et le grand nombre de sans-travail?

M. VALLANCE: Les porcs à 2 c. la livre!

M. ROWE: "Les porcs à 2 c. la livre", dit l'honorable député. Il est évident qu'il n'en vend pas dans la province d'Ontario, car nous obtenons 6 c. la livre à certains endroits.

Un MEMBRE: Depuis quand?

M. VALLANCE: Nous en sommes sur la question de l'emploi du blé pour l'alimentation du bétail.

M. ROWE: Durant la période comprise entre 1920 et 1929, nous avons expédié au Danemark les céréales que nous récoltions dans l'Ouest canadien tandis que ce dernier pays exportait du bacon sur le marché anglais d'où il réussit à exclure nos produits pour ainsi dire. Le Danemark a réussi à supplanter le Canada sur le marché de la Grande-Bretagne. En 1920, nous fournissions 26 p. 100 des approvisionnements de bacon que consomme la population du Royaume-Uni; à cette époque, les exportations du Danemark représentaient 12 p. 100 de ces approvisionnements. En 1930, toutefois, les exportations de bacon du Danemark représentaient 60 p. 100 et, après les neuf années de prospérité dont les honorables membres de la gauche font si grand état, nos exportations de bacon étaient diminuées à 2½ p. 100. Mais, d'autre part, nous avons fourni au Danemark des approvisionnements de grain qui lui avaient permis d'accaparer le marché du Royaume-Uni.

Le Gouvernement devrait tout mettre en œuvre pour se renseigner sur les débouchés dans d'autres pays, notamment dans les pays britanniques, ainsi que pour s'assurer jusqu'à quel point nous pourrions approvisionner sans interruption les pays avec lesquels nous commerçons aujourd'hui et nous fixer sur les qualités particulièrement recherchées par ces mêmes pays. Je sais que d'aucuns prétendent que nous ne saurions exercer ce commerce très en grand. A cela, je répondrai, selon l'anecdote que nous racontait l'honorable député de Mont-Royal (M. White), que nous devons le faire à tout prix. Un chien pourchassait un lapin, et ce dernier, pour échapper au danger, grimpa dans un arbre. A quelqu'un qui faisait observer qu'un lapin ne peut grimper, on répondit que celui-ci n'avait pas de choix et avait dû grimper dans l'arbre. Nos cultivateurs se rendent compte aujourd'hui qu'il leur faut faire quelque chose, sinon, ils ne pourraient continuer ainsi et produire le blé au-dessous du prix de revient. Nous savons que, grâce à la culture mixte,

[M. Rowe.]

l'Australie, l'Argentine et la Nouvelle-Zélande produisent à beaucoup moins de frais que nous ne pouvons le faire en Canada. Nous savons que ces pays ont organisé leur industrie agricole, et que, par des commissions et des enquêtes, ils ont exploré les marchés extérieurs et ce, parce qu'ils y étaient obligés. Ainsi, la Nouvelle-Zélande ne consommant que 8 p. 100 de sa production de viande et 14 p. 100 de ses produits laitiers, il lui fallut nécessairement s'assurer un marché d'exportation. Elle se mit à la recherche de débouchés en Angleterre et aujourd'hui elle a capté ce marché. Après la Grande Guerre, le Danemark explora le marché britannique, en examina les besoins, se renseigna sur ce que l'on voulait là-bas et sur les quantités requises dans les centres miniers de la Grande-Bretagne; il constata de quelle épaisseur doit être le porc destiné à ces milieux; on se rendit compte que les populations urbaines exigent un bacon à déjeuner plus mince et de plus fine qualité. Il s'ensuivit que, grâce à ces efforts concertés, ce marché lui était assuré en 1929. Nous sommes nous-mêmes engagés dans cette lutte et nous avons entrepris une tâche difficile. Nous nous trouvons dans l'obligation de reprendre les marchés que nous avions autrefois et que nous avons perdus. En dépit d'avantages d'ordre climatique qui militent contre nous, force nous est de reprendre pied sur ces marchés. Nous devons les capturer de nouveau malgré les efforts concertés d'autres pays.

Il en est, je sais, qui demanderont: Pourquoi le Gouvernement institue-t-il aujourd'hui cette caisse de stabilisation pour l'agriculture? Parce que, dois-je répondre, il se rend compte qu'il faut restaurer cette industrie. L'expérience nous a appris que "lorsqu'on lésine sur la dépense, la charrue est toujours mal attelée". Les derniers temps nous ont aussi révélé maintes vérités: "si nous continuons ainsi, nous perdrons davantage, mais nous perdrons tout en nous arrêtant tout à fait". Il faut faire quelque chose si nous tenons à faire renaître la prospérité parmi nous. C'est un problème qui s'impose non seulement à ceux qui siègent à votre droite, monsieur l'Orateur, mais aussi, à coup sûr, aux honorables députés de la gauche. Le problème ne se pose pas uniquement pour ce pays-ci, mais pour toutes les autres nations. La commission économique de la Société des nations s'est dite convaincue que, sans le retour de la prospérité dans le domaine agricole, on ne saurait compter sur l'amélioration de la situation mondiale. Il y a deux ans, en Grande-Bretagne, la commission Macmillan a fait une enquête sur la situation générale et, dans son rapport, en est venue à la conclusion qu'il n'y avait pas lieu de pré-